B.P. 55335, Djeddah 21534, Royaume d'Arabie Saoudite
Tél : +966 12 646 8337 - Fax : +966 12 637 1064

www.itfc-idb.org

itfccorp

itfc

Société Internationale
Islamique de Financement
du Commerce

RAPPORT D'ACTIVITES
l'ITFC SUR
L'AMELIORATION DES
ECHANGES INTRA-OCI

RAPPORT DE l'ITFC À LA 35ème SESSION DU COMCEC

Membre de
IsDB
البنك الإسلامي للتنمية
Islamic Development Bank

25 – 28 novembre 2019
Istanbul, Turquie

Table des matières

A. Introduction

02 Message du Directeur Général

03 l'ITFC en bref

04 Principales réalisations enregistrées au 30 septembre 2019

05 Extraits des Résolutions de la 35ème réunion du Comité de suivi du Comité permanent pour la coopération économique et Commerciale de l'Organisation de la Coopération Islamique (COMCEC)

B. Opérations de financement du commerce pour le développement

08 Assurer l'accès à l'Energie

09 Figure 1 : Les 5 premiers pays bénéficiaires du financement de l'ITFC dans le secteur de l'énergie en 2018

09 Figure 2 : Portefeuille de financement de l'énergie de la période 2008 – 2018

11 Agriculture et Sécurité alimentaire

11 Figure 3 : Pays bénéficiaires du financement de l'agriculture en 2018

13 Accès des PME au financement

13 Mobilisation de ressources pour le financement du commerce

13 Mobilisation de ressources pour le développement du commerce

C. Développement du Commerce et des Affaires

15 Programme des Ponts commerciaux arabo-africains (AATB)

16 Initiative Aide pour le Commerce des états arabes (AfTIAS)

17 Initiative des liaisons à flux inversés en Guinée : "Redressement du secteur privé"

18 Programme de la Plateforme de lancement des exportations

18 Programme de renforcement des capacités en commerce international et d'appui à l'accès au marché au Sénégal

19 Plateforme de lancement des exportations - Bangladesh

19 Programme de développement des exportations de café indonésien (ICEDP)

20 Programme PME de l'Afrique de l'Ouest

21 Programme de réduction de l'exposition aux aflatoxines en Gambie

22 Plan directeur de l'ITFC en matière d'innovation

A

INTRODUCTION

Message du Directeur Général

C'est un grand plaisir pour moi de présenter à cette 35ème réunion du Comité de suivi du Comité Permanent pour la Coopération Economique et Commerciale (COMCEC) le rapport de la Société Internationale Islamique de Financement du Commerce (ITFC) portant sur les progrès réalisés en matière de promotion du commerce et de renforcement des échanges commerciaux entre les pays membres de l'OCI, ainsi que du soutien à la mise en application des résolutions pertinentes de la 34ème session ministérielle du COMCEC.

Comme vous le savez, l'ITFC a entamé ses activités en janvier 2008, avec pour mandat d'œuvrer au renforcement des échanges commerciaux entre les pays membres de l'OCI, par des activités de financement du commerce et d'assistance technique liées au commerce. Au regard de ce mandat, l'ITFC entend être reconnue comme un fournisseur de premier plan de solutions commerciales répondant aux besoins des pays membres de l'OCI. Depuis son entrée en activité, elle a enregistré à ce titre des résultats louables, tant en matière de financement que de développement du commerce. Le montant total cumulé des approbations de l'ITFC au titre du financement du commerce se chiffrait à 49,4 milliards de dollars des états Unis à la fin septembre 2019 et celui des décaissements à 39,8 milliards de dollars à la même période. Quant aux financements mobilisés auprès de banques et institutions financières partenaires, leur montant total a atteint 27,3 milliards de dollars, ce qui dénote l'importance du rôle joué par l'ITFC en tant que catalyseur pour la mobilisation de ressources destinées à des transactions majeures au bénéfice des pays membres. Dans un contexte de crise financière et économique récurrente à l'échelle mondiale, l'ITFC est parvenue à accroître le volume de ses approbations en matière de financement du commerce, tout en cherchant à créer un impact sur le développement commercial et économique des pays membres. A cet égard, je suis heureux de vous informer que l'ITFC continue de réaliser des évaluations de l'impact en termes de développement de ses interventions, en ayant recours à son Cadre d'évaluation de l'impact sur le développement (CID).

Il est également souligné dans le présent rapport que le soutien au développement du commerce et à la coopération entre les pays membres de l'OCI demeure le principal objectif visé. A cette fin, l'ITFC a élargi son champ de partenariat avec des institutions internationales, régionales et nationales pour la fourniture d'une assistance technique en matière de commerce dans les pays membres de l'OCI, en s'appuyant sur ses différents programmes phares. Ces interventions s'inscrivent dans le cadre du renforcement des capacités, de la promotion du commerce, de la facilitation du commerce, du développement de produits stratégiques, ainsi que de l'intégration du commerce.

Par ailleurs, l'ITFC continue de travailler en étroite collaboration avec les institutions de l'OCI, afin de créer les synergies nécessaires à l'élaboration et la mise en oeuvre des programmes, ainsi que d'exploiter au mieux leurs forces et expériences mutuelles, en vue de contribuer à la réalisation des objectifs définis dans le cadre du Plan d'action 2025 de l'OCI et de la Stratégie du COMCEC.

Dans les années à venir, le cadre stratégique de l'ITFC sera orienté vers un plus grand nombre d'objectifs, notamment l'établissement de partenariats en vue d'obtenir un impact de développement durable, grâce à la fourniture aux pays membres de solutions commerciales intégrées. Par ailleurs, en tant qu'acteur important de la scène mondiale, elle reste attachée aux efforts visant la réalisation des objectifs de développement durable.

De même, en sa qualité de leader dans le financement du commerce conforme à la Charia, elle entend poursuivre ses efforts visant à élaborer des programmes adaptés en matière de solutions commerciales compatibles avec les règles de la Charia, à faciliter le transfert de technologies et d'expériences entre les pays membres de l'OCI, ainsi qu'à diversifier son financement commercial et soutenir les initiatives de l'OCI en matière de coopération et de développement du commerce.
Enfin, l'ITFC se félicite de la confiance dont elle jouit auprès de ses pays membres et de ses partenaires au développement, pour la réalisation de sa vision et de sa mission.

Eng. Hani Salem Sonbol
Directeur général

l'ITFC en Bref

Démarrage de ses activités

janvier 10

10 janvier 2008

Siège

Djeddah, Arabie Saoudite

Entité membre du

IsDB

Groupe de la Banque Islamique de Développement

Mandat

Contribuer au développement économique des pays membres, par la promotion du commerce

Capital autorisé 2019

3 milliards USD

Capital souscrit 2019

856,2 millions USD

Capital libéré 2019

746,82 millions USD

Total d'opérations approuvées en matière de financement du commerce (2008– 3ème trim. 2019)

730 opérations

se chiffrant au total à 49,4 milliards USD

Montant cumulé des décaissements (2008 – 3ème trim. 2019)

39,8 milliards USD

Approbations cumulées, par Secteur (2008 – 3ème trim. 2019)

Energie	Agriculture	Industrie	financement
36.641 milliards USD	6.025 milliards USD	2.206 milliards USD	4.540,8 milliards USD

Approbations cumulées, par Région (2008 – 3ème trim. 2019)

MENA ASIE CEI	Africa
43 milliards USD	6,65 milliards USD

Nombre total de pays membres desservis (2008 – 3ème trim. 2019)

42 pays membres

Valeur des opérations de financement du commerce approuvées en 2018

5.2 milliards USD

Montant des décaissements en 2018

4,58 milliards USD

Nombre d'opérations en 2018

70

Principales réalisations obtenues

au 30 septembre 2019

S'appuyant sur ses réalisations des onze premières années, l'ITFC est parvenue à enregistrer, à la clôture du 3ème trimestre de l'exercice 2019, un montant de 4 milliards de dollars des états Unis au titre des approbations et de 4,2 milliards de dollars pour les décaissements, ce qui est conforme aux objectifs annuels, fixés respectivement à 6,2 milliards de dollars et 5 milliards de dollars.

Attribution d'une cote de crédit par Moody's – L'agence de notation Moody's Investor Service a attribué à l'ITFC une cote de crédit émetteur à long terme de A1, avec perspectives stables. C'est là une performance remarquable, qui permettra à l'ITFC d'avoir un meilleur accès à l'emprunt sur les marchés extérieurs, à des taux avantageux, tout en facilitant la mobilisation de ressources auprès des institutions financières. Pour le crédit émetteur à court terme, Moody's a décerné à la Société la note P-1. Ce résultat historique reflète la solide situation du capital de l'ITFC, le recours modéré à l'effet de levier, les pratiques prudentes en matière de placements de trésorerie, ainsi que les politiques adéquates de gestion des liquidités.

Adoption de programmes commerciaux intégrés – l'ITFC fait preuve d'innovation en matière de structuration d'opérations, à travers la mise en place de programmes commerciaux intégrés. Les projets sont pris comme étant une approche incluant le financement du commerce et assortie d'une intervention liée au développement du commerce, comme le renforcement des capacités.

Lancement du Programme « Ponts du Commerce Arabo-Africains » Arab Africa Trade Bridges (AATB) – l'ITFC a procédé au lancement d'un programme phare de développement du commerce, conçu dans l'objectif de renforcer le commerce en tant qu'outil permettant d'accroitre les opportunités économiques et de soutenir la croissance inclusive et durable dans l'ensemble des pays arabes et subsahariens membres de l'OCI. En 2019, l'Egypte est devenue membre à part entière, tandis que le Sénégal, la Tunisie et le Royaume d'Arabie Saoudite ont acquis le statut d'observateur.

Lancement du Programme des PME en Afrique de l'Ouest – l'ITFC a effectué le lancement de ce programme phare au Burkina Faso en 2018, dans l'objectif de contribuer au renforcement des capacités de PME dans un certain nombre de pays membres, pour leur permettre de bénéficier des lignes de financement qu'elle octroie à des banques partenaires dans ces pays. En 2019, l'ITFC a également effectué le lancement d'un programme pilote concernant les PME au Sénégal, avec la collaboration de CORIS Bank, de la Délégation Générale à l'Entreprenariat Rapide des Femmes et des Jeunes (DER), ainsi que de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF). Au total, 100 PME provenant de divers secteurs seront sélectionnées, dont 50 opérant dans le secteur du numérique et 50 naissantes. Les activités concernant le secteur bancaire, pour les deux pays, devraient démarrer à la fin du 4ème trimestre 2019.

Lancement du programme relatif à la Plateforme des exportations: En 2019, l'ITFC a collaboré avec le Bureau de facilitation du commerce (sigle anglais 'TFO') du Canada, pour le lancement et la mise en oeuvre de son programme de renforcement des capacités à Dhaka, avec le démarrage d'un projet intitulé "Plateforme d'exportation Bangladesh". Le but est d'assurer le développement des ressources humaines dans le domaine du commerce international et de doter l'organisation locale de promotion du commerce ("BPC") des capacités requises pour assurer une formation et des services d'appui en faveur d'exportateurs et exportateurs potentiels bangladais. La mise en oeuvre du projet est entreprise en deux étapes. La première est axée sur la "Formation des formateurs", tandis que la seconde vise à apporter un appui à un certain nombre de PME pour leur ouvrir l'accès au marché canadien (Aide à l'accès au marché canadien).

Le programme relatif à l'Initiative Aide pour le Commerce en faveur des états arabes (AfTIAS) est un programme multi-donateurs, multi-pays et multi-agences, visant à "promouvoir le commerce arabe, par le renforcement de la compétitivité des entreprises et la facilitation du commerce". Durant la première phase du Programme AfTIAS (2013-2018), conçu et lancé par l'ITFC pour le compte du Groupe de la BID, 28 projets ont été mis en oeuvre dans 19 pays arabes. Le sommet économique arabe, qui s'est tenu à Beyrouth (20/01/2019) a invité l'ITFC à élaborer une feuille de route relative à la conception et au lancement de la seconde phase de l'AfTIAS. Un cabinet d'experts-conseils allemand (BKP Economic Advisors) a été retenu pour la réalisation de cette mission. Il est prévu la finalisation et l'approbation du document de programme durant le 1er trimestre 2020.

Mise en oeuvre du projet de restructuration des processus opérationnels (RPO) – Dans le cadre de ce projet, l'ensemble des processus opérationnels de base ont été soigneusement examinés et une évaluation détaillée des lacunes a été entreprise, dans l'objectif d'un alignement et d'un renforcement des processus pour les adapter au modèle opérationnel futur de l'ITFC.

Mise en oeuvre de la Stratégie axée sur la transformation – L'ITFC a franchi une nouvelle étape importante, avec la mise en oeuvre d'une feuille de route triennale (2017-2019) axée sur la transformation. Cette mesure vise à élaborer un modèle opérationnel nouveau, du point de vue structurel, et propre à générer des rendements durables, à favoriser la croissance dans l'ensemble des marchés de financement du commerce, le développement de nouveaux produits et de nouvelles branches d'activité, une bonne visibilité des plateformes internationales, ainsi que la réalisation de l'excellence organisationnelle.

En 2019, l'ITFC a encore amélioré le système de mesure de son Cadre d'évaluation de l'impact de développement (CID), en augmentant la granularité globale, pour permettre de mesurer de manière plus précise et détaillée l'impact de développement. Les indicateurs sont à présent au nombre de 54, contre 36 pour le cadre précédent. Les nouveaux ont été identifiés et testés sur la base d'éléments fournis par les départements de l'ITFC et sous l'angle de leur contribution aux ODD et des règles de meilleure pratique en usage au sein d'autres institutions de développement.

Entre juin et septembre 2019, l'ITFC a effectué en Gambie une évaluation du Programme (Pilote 1) de réduction de l'exposition aux aflatoxines, dans le but de déterminer les résultats de l'intervention et d'identifier les principales réalisations et les points à retenir pour de futures opérations. Les membres de la mission d'évaluation ont tenu des réunions à Banjul avec les principales parties concernées par le programme, ainsi que des discussions de groupe avec des producteurs d'arachides et des organisations locales dans la zone de la rive nord du fleuve Gambie. Un certain nombre de recommandations ont été formulées par la suite, dans l'objectif d'une amélioration de futures interventions de ce type.

Extraits des Résolutions de la 34ème Session du COMCEC

(Istanbul, 26-29 novembre 2018)

35- 'Exhorte les états membres concernés à participer activement aux activités devant être organisées par le Bureau de coordination du COMCEC, le SESRIC, le CIDC, le Groupe de la BID (ITFC), l'ICCIA, et le SMIIC dans le domaine du commerce et appelle toutes ces institutions à transmettre aux états membres les invitations aux réunions suffisamment à l'avance pour assurer leur participation active aux travaux.

56- Apprécie à leur juste valeur les activités de promotion et de développement du financement du commerce menées par l'ITFC, ainsi que la mobilisation de ressources financières auprès du marché international et des partenaires au développement, pour le financement d'opérations commerciales dans les états membres, contribuant à la réalisation de l'objectif de 25 pour cent fixé pour le commerce intra-OCI.

57- Note avec satisfaction que les montants cumulés des approbations et des décaissements de l'ITFC, depuis le démarrage de ses activités en 2008, jusqu'à aujourd'hui, se sont chiffrés respectivement à 43,9 milliards de dollars et 34,5 milliards de dollars et qu'en 2017, ces montants ont atteint 4,9 milliards de dollars pour le premier et 3,4 milliards de dollars pour le second.

58- Salue les efforts déployés par l'ITFC pour assurer un financement aux PME et aux états membres les moins avancés, tout en prenant acte de sa volonté de diversifier son portefeuille et d'accroitre son financement en faveur du secteur agricole, ce qui a un impact direct et important sur l'amélioration de la productivité, ainsi que la création d'emplois, l'augmentation des recettes d'exportation et la réduction de la pauvreté.

59- Exhorte les états membres à prendre les dispositions nécessaires en vue d'accomplir les formalités requises pour leur adhésion aux institutions du Groupe de la BID (ITFC et SIACE) afin de permettre au Groupe de s'acquitter avec succès de son mandat.

60- Prend acte des initiatives mises en oeuvre par l'ITFC en matière de promotion du commerce et de renforcement des capacités, en s'appuyant sur ses différents programmes phares, notamment l'Initiative Aide pour le Commerce des états arabes (AfTIAS), le Programme Spécial pour l'Asie Centrale (SPCA), le programme lié aux Ponts commerciaux arabo-africains (AATB), le Fonds de développement du commerce, ainsi que le Programme des PME d'Afrique de l'Ouest et le Forum de développement du commerce, dans l'objectif de sensibiliser le secteur privé aux activités de l'ITFC.

61- Prend note des efforts entrepris par l'ITFC en vue de la mise en oeuvre de programmes commerciaux intégrés visant à favoriser le développement des produits de base, notamment le programme de développement du café en Indonésie, le programme relatif aux liaisons à flux inversés en Guinée, ainsi que le programme du pont cotonnier.

62- Prend également note des efforts engagés par l'ITFC pour assurer la diversification des instruments financiers islamiques, le soutien aux programmes de formation portant sur la finance islamique, ainsi que la promotion des solutions de la finance islamique lors de forums internationaux.

63- Prend acte du programme de haut niveau de renforcement des capacités organisé par l'ITFC en faveur des pays de la CEI et de l'Afghanistan sur l'information de marché, au titre des programmes d'assistance technique fournie aux pays membres en matière de commerce, tout en appelant les institutions compétentes de l'OCI à soutenir ces efforts.

64- Félicite l'ITFC pour l'organisation, au Maroc, de la 1ère réunion du Conseil de Gouvernance du Programme des "Ponts commerciaux arabo-africains" (AATB), à l'issue de laquelle l'ITFC a été invitée à poursuivre la mise en oeuvre du plan d'action destiné à stimuler les flux commerciaux entre les régions arabe et africaine, tout en exhortant les pays membres de ces deux régions à apporter leur soutien à l'ITFC et coopérer avec elle pour la mise en oeuvre de ce programme.

65- Salue les efforts consentis par l'ITFC pour la mise en oeuvre du Programme de réduction de l'exposition aux aflatoxines en Gambie.

.

.

COMCEC

OTUZ DÖRDÜNCÜ
TOPLANTISI
34th
COMCEC
MINISTERIAL SESSION
26-29 NOVEMBER 2018, ISTANBUL
FOURTH SESSION
THE COMCEC
TRENTE QUATRIÈME SESS
DU COMCEC
الاجتماع الرابع والثلاثون
للكومسيك
SESRIC
OIC
IDB
ITFC
ICIEC
ICD

COMCEC
MINISTERIAL SESSION
TRENTE QUATRIÈME SESSION
DU COMCEC
الاجتماع الرابع والثلاثون
للكومسيك

B

OPÉRATIONS DE FINANCEMENT DU COMMERCE DE L'ITFC POUR LE DÉVELOPPEMENT

Opérations de financement du commerce de l'ITFC pour le développement

Pour la réalisation de son mandat, l'ITFC s'appuie sur deux grandes branches d'activité : 1) le financement du commerce ; 2) le développement du commerce. Dans le cadre du financement du commerce, elle octroie des financements à des gouvernements souverains, à des sociétés du secteur public, ainsi qu'à des petites et moyennes entreprises (PME), par le biais de lignes de crédit ouvertes en faveur de banques locales et régionales.

Les réalisations enregistrées par l'ITFC depuis sa création en 2008 (1429H) jusqu'en 2018, ont été remarquables tant pour le financement que pour le développement du commerce. Le montant total des approbations cumulées a atteint 45,4 milliards de dollars des états Unis, et celui des décaissements cumulés 35,6 milliards de dollars. Les fonds mobilisés auprès de banques et d'institutions financières partenaires se sont chiffrés au total à 27,3 milliards de dollars, ce qui met en relief le rôle catalyseur joué par l'ITFC pour l'obtention de financements destinés à des transactions de grande envergure au profit des pays membres. Par ailleurs, l'ITFC continue d'accorder des financements à plusieurs pays membres, sur la base d'accords-cadres pluriannuels conclus avec nombre de clients souverains de premier ordre. Des progrès notables sont également réalisés dans le cadre des initiatives régionales, notamment l'initiative Afrique.

En dépit de nombreuses difficultés rencontrées en 2018, l'ITFC a obtenu des résultats remarquables. Elle a su faire preuve de résilience dans l'accomplissement de son mandat, en poursuivant ses activités de soutien, comme l'on peut le constater sur la base de l'impact et de l'additionnalité de son intervention dans les pays membres. Ainsi, sur le montant total des approbations relatives au financement du commerce, 32% ont été alloués aux pays membres les moins avancés. En outre, 75% des approbations, soit 3,9 milliards de dollars, ont servi à soutenir le commerce entre les pays membres de l'OCI.

En termes de comparaison d'une année sur l'autre, les approbations au titre du financement du commerce ont augmenté de 6% en 2018, étant passées de 4,90 milliards de dollars en 2017 à 5,20 milliards de dollars, même si certains pays membres appartenant à l'Afrique subsaharienne et à la CEI ont continué de ressentir les effets de l'impact négatif de la faiblesse des cours de produits de base et des pénuries de devises ayant caractérisé la période 2015-2016. Malgré tout, l'augmentation des approbations relatives au financement du commerce reflète la modeste amélioration de l'environnement du marché, en particulier la hausse et la stabilisation des prix du pétrole en 2017, une tendance qui s'est poursuivie en 2018.

A la clôture du troisième trimestre de l'exercice 2019 en cours, l'ITFC affichait des approbations d'un montant de 4 milliards de dollars et des décaissements de 4,2 milliards de dollars, ce qui est conforme aux objectifs annuels, fixés respectivement à 6,2 milliards de dollars et 5 milliards de dollars des états Unis.

l'ITFC continue de renforcer son impact de développement et parvient dans ce cadre à obtenir des résultats notables, en abandonnant le modèle axé sur les transactions au profit d'une approche fondée sur les programmes dans laquelle les opérations de financement du commerce sont accompagnées d'activités de développement commercial et de renforcement des capacités, pour multiplier l'impact de développement. En outre, l'ITFC continue d'honorer ses engagements et de faire preuve de solidarité avec les pays membres dans des secteurs d'importance cruciale pour le développement économique et social, notamment l'énergie, l'agriculture et l'accès des PME au financement.

A ce titre , le montant cumulé du financement de l'ITFC consacré au secteur énergétique s'est chiffré à 36,64 milliards de dollars des états Unis, contre 6,03 milliards de dollars pour le secteur de l'alimentation et l'agriculture, 2,2 milliards de dollars pour le secteur industriel, tandis que pour les lignes de financement (PME) le montant s'est élevé à 4,54 milliards de dollars.

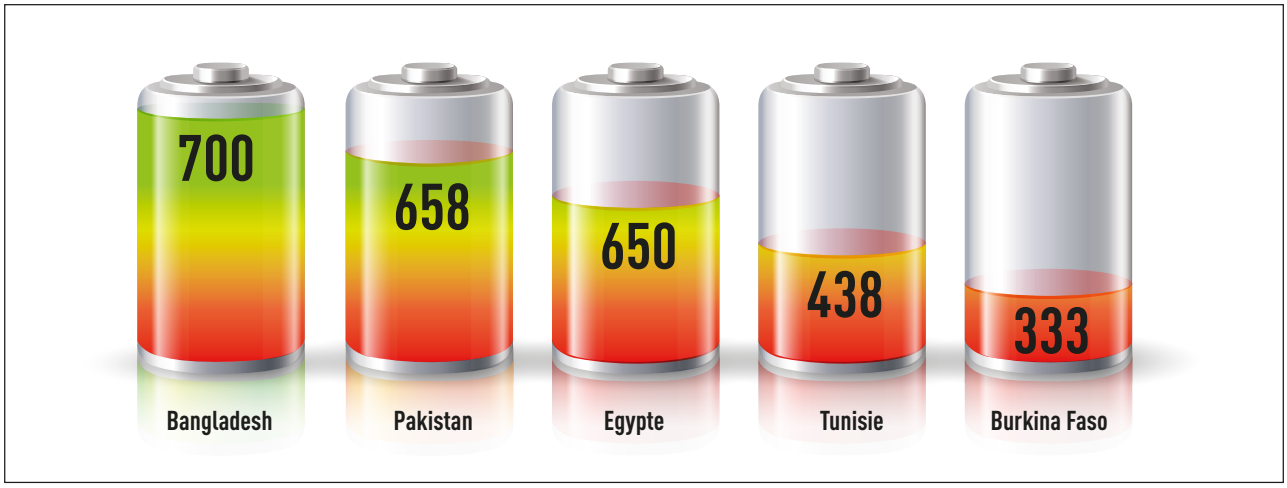
Pour ce qui est de l'avenir, tout en tenant compte des conditions du marché, l'ITFC "gagne du terrain" et va aborder l'année 2020 avec beaucoup de vigueur et de confiance, pour la réalisation de sa mission consistant à servir ses pays membres et "faire avancer le commerce et améliorer les conditions de vie".

Assurer l'accès durable à l'Energie

L'approvisionnement durable et ininterrompu en énergie est la clé du développement économique et social. l'ITFC aide les pays membres, en particulier les moins avancés, à combattre la pauvreté, grâce à l'octroi de financements destinés à assurer un approvisionnement adéquat en énergie, avec un impact multiforme pour la productivité, la santé, l'éducation, l'emploi durable et la sécurité alimentaire et énergétique.

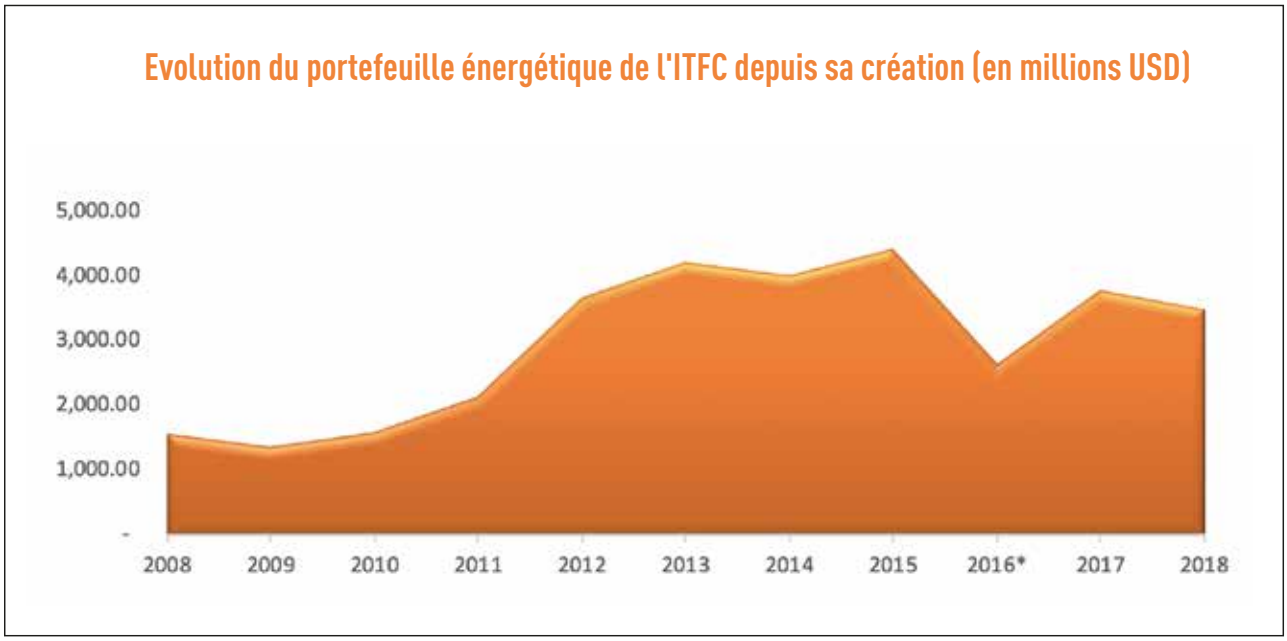
Par conséquent, l'amélioration de l'accès à l'énergie est d'importance cruciale, pour libérer le potentiel de développement économique et social accéléré dans les pays membres. Convaincue de cela, l'ITFC entend soutenir le secteur énergétique et en faire l'un des principaux piliers de sa stratégie et de ses objectifs. De ce fait, en 2018, elle a continué à jouer son rôle de partenaire fiable et constant pour la mise à disposition de financements dont le montant a atteint 3,496 millions de dollars, afin de garantir l'approvisionnement en carburant et électricité et d'assurer la production d'électricité stable au profit d'une grande partie de la population, notamment les habitants des zones rurales.

Figure 1 : Les 5 premiers pays bénéficiaires du financement de l'énergie par l'ITFC en 2018 (en Million de dollars)



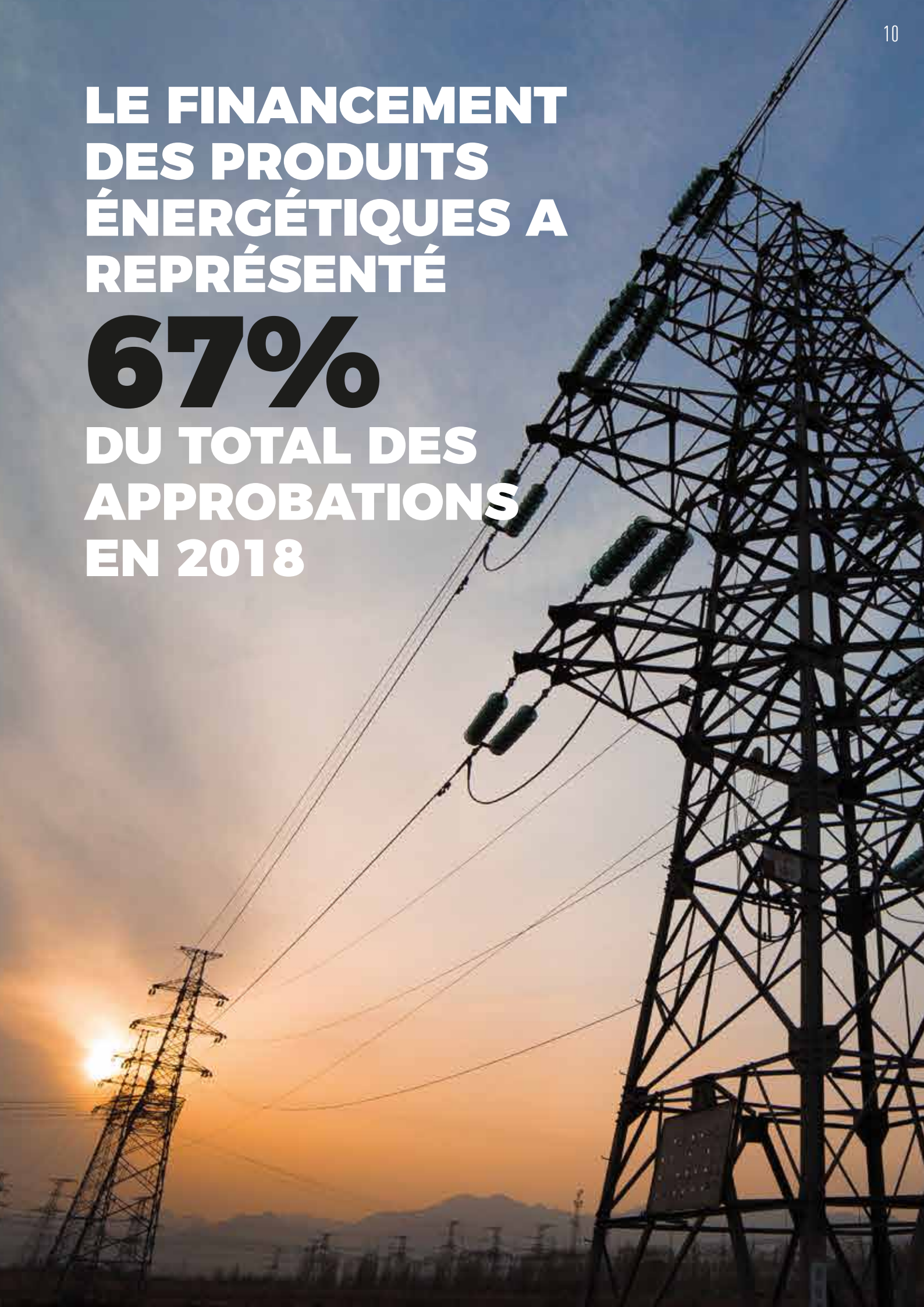
Dans de nombreux pays qui ne disposent que d'un nombre limité de financiers disposés à octroyer des ressources pour des opérations liées au secteur énergétique, nécessitant souvent des montants élevés, l'ITFC joue souvent un rôle de catalyseur pour mobiliser des ressources sur les marchés internationaux, en vue du financement d'opérations consortiales.

Figure 2 : Portefeuille de l'ITFC concernant le financement du secteur énergétique sur la période 2008 – 2018



En 2018, le financement consacré au secteur énergétique a repris de la vigueur, en termes de dollar, reflétant la plus grande stabilité des prix du pétrole, ainsi que l'augmentation de la demande provenant de certains pays, pour le financement du pétrole. Toutefois, sous l'angle historique, le volume de financement était beaucoup plus important durant la période où les prix du pétrole étaient élevés (2012-2015). Cet environnement a eu un impact sur le financement de l'ITFC destiné au secteur énergétique, avec les résultats suivants :

- le financement des produits énergétiques a représenté 67% du total des approbations en 2018, s'équilibrant entre le pétrole brut et les produits pétroliers ;
- la plus grande partie du financement lié à l'énergie était destinée aux pays de la MENA, de l'Asie et de l'Afrique subsaharienne.



LE FINANCEMENT DES PRODUITS ÉNERGÉTIQUES A REPRÉSENTÉ

67%

DU TOTAL DES APPROBATIONS EN 2018

Agriculture et sécurité alimentaire

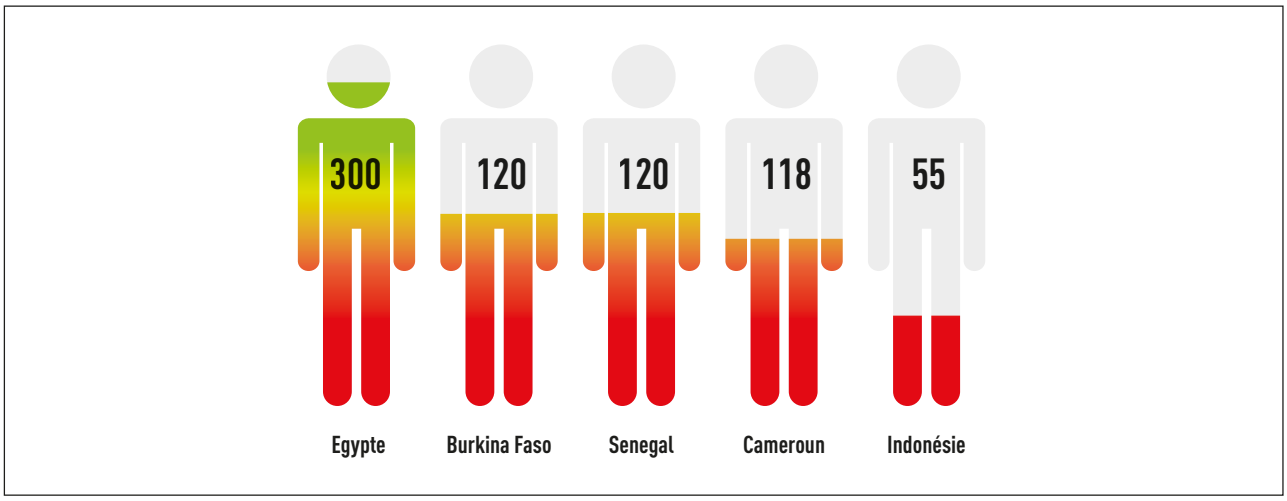
Les interventions de l'ITFC dans le secteur agricole continuent d'être orientées sur les produits permettant aux pays membres de créer des emplois, d'améliorer la productivité, de réduire la pauvreté et de renforcer la sécurité alimentaire. Il convient de souligner que l'ITFC apporte un soutien important à la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne, région où une grande partie du portefeuille de financement du commerce est affectée au secteur agricole, qui a un grand impact sur le renforcement de la sécurité alimentaire de ces pays. En fait, l'agriculture représente la plus grande part (59%) du portefeuille de financement de l'ITFC en faveur de l'Afrique subsaharienne. Il est vrai que le financement agricole est destiné avant tout aux cultures commerciales (le coton et l'arachide), mais il n'en demeure pas moins qu'il aide à améliorer la sécurité alimentaire, car les agriculteurs utilisent une partie des intrants obtenus grâce à ce financement pour des cultures vivrières. De même, ce financement permet aux agriculteurs d'obtenir le paiement en temps opportun de leurs récoltes, ce qui contribue à améliorer leurs revenus.

Outre ses interventions en Afrique subsaharienne, l'ITFC a également accordé des financements destinés au sucre et à l'huile de palme, (Indonésie), ainsi qu'au riz et au coton (Turquie).

Ci-après certaines des mesures mises en place afin de renforcer la sécurité alimentaire et de mieux soutenir le secteur agricole:
- Synergie et partenariat avec le département de l'Agriculture de la BID pour améliorer le financement du secteur agricole dans les pays membres ;
- Fourniture de solutions commerciales intégrées ;
- Mise en relation directe des producteurs avec les acheteurs dans les pays membres.

En 2018, le montant total des approbations en faveur du secteur agricole s'est chiffré à 749,6 millions de dollars, représentant 14,4% du portefeuille total de financement, avec la part la plus importante après celle de l'énergie. Durant cet exercice, l'ITFC a approuvé 12 opérations en faveur du secteur agricole, dans 6 pays membres. Voir la figure 3 pour la répartition par pays.

Figure 3 : Pays bénéficiaires du financement de l'ITFC dans le secteur agricole en 2018



Les principales caractéristiques du financement de l'ITFC dans ce secteur peuvent se présenter comme suit:
- Le portefeuille agricole affiche un équilibre entre les importations stratégiques de produits de base (comme le sucre brut et le sucre raffiné, les engrais et d'autres intrants agricoles) et le soutien aux principaux produits d'exportation (comme le coton, l'arachide et les céréales) ;

- L'Afrique et la région MENA représentent la part la plus importante de ce portefeuille, les principaux bénéficiaires étant l'Egypte, le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire et l'Indonésie.

- Outre ses interventions en Afrique subsaharienne, l'ITFC a également accordé une aide financière destinée à des produits agricoles tels que le riz (Comores), les grains de café et l'huile de palme (Indonésie), le blé et le sucre (Tadjikistan), ainsi que l'huile comestible et les graines de soja (Egypte).

EN 2018, LE MONTANT TOTAL DES APPROBATIONS EN FAVEUR DU SECTEUR AGRICOLE S'EST CHIFFRÉ À

749.6 millions de dollars

Accès des PME aux financements

Les petites et moyennes entreprises (PME) sont considérées comme étant l'un des rouages importants de l'économie, du fait du rôle crucial qu'elles jouent dans la création d'emplois, la réduction de la pauvreté et la production de revenus. Elles ont toutefois un accès limité aux financements, ce qui représente un obstacle majeur pour le développement de leurs activités et la croissance. Partant, dans sa stratégie décennale, l'ITFC a inscrit au rang de ses priorités la recherche de partenariats avec des institutions financières régionales et locales pour qu'il soit possible de disposer d'autres sources et modes de financement pour l'appui du secteur privé, avec un accent particulier sur les PME.

Afin de toucher un plus grand nombre de PME dans les pays membres, elle accorde des financements aux institutions financières locales en recourant à des mécanismes comme le financement Mourabaha à deux étapes et l'ouverture de lignes de crédit en faveur des banques qui, à leur tour, financent les PME et les clients du secteur privé. Cela contribue non seulement à ouvrir l'accès requis aux financements, mais également à la promotion de la banque islamique, en permettant aux banques partenaires de faire connaissance avec les produits financiers islamiques.

Au regard de ce qui précède, l'ITFC a continué à renforcer sa coopération avec les partenaires en 2018, ainsi qu'à engager des efforts en vue d'établir de nouveaux partenariats avec des institutions financières, dans l'objectif de favoriser l'accès des PME aux financements requis pour leurs opérations commerciales.

En 2018, elle s'est attelée à établir des partenariats avec des institutions financières locales afin de fournir des sources alternatives de financement aux participants du secteur privé et, dans ce cadre, elle est parvenue à nouer un partenariat avec 6 institutions financières devant servir les besoins des PME.

En comptabilisant le financement Mourabaha à deux étapes et les lignes de crédit octroyées aux banques, à hauteur de 635,8 millions, le montant global du financement du secteur privé s'est chiffré à 837,8 millions de dollars des états Unis en 2018.

Mobilisation de ressources pour le financement du Commerce

Pour le développement du commerce, les ressources sont mobilisées à partir de diverses sources, notamment par les versements au fonds pour le développement du commerce, l'affectation d'un pourcentage du revenu net de l'ITFC aux activités de développement du commerce, diverses autres contributions de l'ITFC, de la BID et d'autres donateurs, des dons destinés à des projets, ainsi que parrainages. Des partenaires tels que le Cadre Intégré Renforcé (CIR), la Banque Arabe pour le Développement Economique de l'Afrique (BADEA), et d'autres partenaires non-traditionnels tels que les think tanks et les fondations, auront un rôle crucial à jouer dans les années à venir, pour appuyer les efforts de l'ITFC pour la mobilisation de financements destinés aux interventions en matière de développement du commerce. En dépit des difficultés rencontrées en 2018, l'ITFC est parvenue à mobiliser un montant total de 2,983 millions de dollars auprès du Groupe de la BID et de ses partenaires consortiaux du marché, pour le financement de 36 opérations syndiquées en faveur de 15 pays membres. Les fonds mobilisés sur le marché représentent 58% du montant total de financement du commerce apporté par l'ITFC durant l'année considérée.

En 2019, de janvier à août, la Société a mobilisé un total de 3.591 millions de dollars, sur lesquels 2.414,2millions proviennent de sources extérieures. Les fonds mobilisés sur le marché représentent 67% du total des approbations.

Mobilisation de ressources pour le développement du commerce

Outre les versements au Fonds de Développement du Commerce, les ressources mobilisées peuvent émaner de diverses sources : l'affectation d'un pourcentage du revenu net de l'ITFC aux activités de développement du commerce, diverses contributions de l'ITFC, de la BID et d'autres donateurs, des dons destinés à des projets, ainsi que des parrainages. Des partenaires tels que le Cadre Intégré Renforcé (CIR), la Banque Arabe pour le Développement Economique de l'Afrique (BADEA), et d'autres partenaires non-traditionnels tels que les think tanks et les fondations, auront un rôle crucial à jouer dans les années à venir, pour appuyer les efforts de l'ITFC pour la mobilisation de financements destinés aux interventions en matière de développement du commerce. Au début du 4ème trimestre 2019, l'ITFC avait mobilisé 261.605 USD en faveur de 4 projets de développement du commerce dans le secteur de l'agriculture, d'activités de renforcement des capacités et de promotion du commerce. Plusieurs autres projets font actuellement l'objet d'efforts de mobilisation de ressources et permettront de faire passer le total à un niveau situé entre 800 000 et 1 million de dollars.

C

DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE ET DES AFFAIRES

Développement du commerce et des affaires

Les activités menées par l'ITFC dans les pays membres de l'OCI en matière de développement du commerce se fondent sur le mandat qui lui est dévolu en matière de promotion du commerce dans ces pays. Elles trouvent également leur illustration dans le slogan de la SIFC "Promouvoir le commerce, Améliorer les conditions de vie", l'objectif ultime visé par l'ITFC dans ses différentes actions. Cet objectif est poursuivi à travers la mise en oeuvre des programmes phares, des solutions commerciales intégrées et des interventions ciblées.

En matière de développement du commerce et dans le cadre de la stratégie adoptée pour la période 2016-2025, l'ITFC offre des solutions commerciales intégrées, alliant le financement du commerce à des volets destinés spécifiquement à trouver une réponse aux difficultés rencontrées par les pays membres en matière de développement du commerce. A cette fin, elle fait en sorte de combiner ses interventions en matière de développement du commerce, y compris son assistance technique liée au commerce, avec ses solutions de financement du commerce, dans le cadre de la conception et de la mise en oeuvre de programmes thématiques et de programmes concernant l'intégration commerciale régionale et le développement.

Parmi les exemples de programmes commerciaux intégrés figurent notamment: (i) le programme de développement des exportations de café indonésien, (ii) la solution commerciale intégrée de l'Ouzbékistan, (iii) le programme des PME de l'Afrique de l'Ouest. Tous les projets comportent des volets liés au développement et au financement du commerce, dans l'objectif de répondre aux défis conjugués rencontrés par les secteurs et les pays, notamment l'accès limité aux financements et aux marchés internationaux, le développement de la compétitivité sectorielle et régionale, par la mise en oeuvre de programmes de renforcement des capacités et de mesures de facilitation du commerce.

Il est proposé ci-après un aperçu des initiatives et des projets figurant actuellement dans le portefeuille des activités de développement du commerce et des affaires.

Programme des Ponts commerciaux arabo-africains (AATB)

Le niveau des échanges commerciaux interrégionaux entre les états arabes et les pays africains membres de l'OCI, n'est pas à la hauteur du potentiel des deux régions. Partant de ce constat, la Banque Islamique de Développement (BID), la Société Internationale Islamique de Financement du Commerce (ITFC), le Programme Saoudien d'Exportations (SEP), la Banque Arabe pour le Développement Economique de l'Afrique (BADEA), et la Société Islamique d'Assurance des Investissements et de Crédit à l'Exportation (SIACE), ont convenu de former une plateforme de partenariat pour faire face à ce problème, par l'élaboration d'un programme régional de promotion du commerce destiné à stimuler les échanges entre les deux régions.
Suite au lancement officiel de cette plateforme, les 22 et 23 février 2017, les efforts ont été concentrés sur la mise en place d'une structure de gouvernance solide au sein du Groupe de la BID, pour assurer l'intégration des différents programmes et des initiatives des membres du Groupe au titre de ce programme. A cet égard, le Président de la BID a mis en place un comité directeur chargé de la coordination des activités menées par les entités et les complexes de la BID au titre du Programme AATB. Par ailleurs, la première réunion du Conseil d'administration de l'AATB s'est tenue les 1er et 2 novembre 2018, avec la participation des pays membres du Conseil, ainsi que des organisations concernées. En outre, et depuis le lancement du programme, l'ITFC dirige les efforts visant la mise en oeuvre des différents projets et activités. La 2nde réunion du Comité exécutif de l'AATB s'est tenue le 5 avril 2019 à Marrakech. Elle a donné lieu à l'examen et l'approbation d'un certain nombre de documents et de décisions concernant la gestion et la mise en oeuvre du programme. Ci-après quelques exemples d'activités déjà mises en œuvre :

- 1ère édition de la réunion sectorielle B2B concernant les produits pharmaceutiques et les équipements médicaux ;
- Réunion sectorielle B2B consacrée aux produits alimentaires ;
- Forum des affaires CEDEAO-Unité Technique d'Agadir ;
- Forum concernant la "Promotion des exportations arabes vers l'Afrique" ;
- 1er Forum afro-arabe sur le financement du commerce ;
- 2nde édition de la réunion sectorielle B2B concernant les produits pharmaceutiques et les équipements médicaux (Le Caire, décembre 2018) ;
- Seconde édition de la réunion B2B sur les produits de l'agro-alimentaire, tenue à Dubaï, EAU, (30 avril – 1er mai 2019).

La seconde réunion du Conseil d'administration du programme AATB se tiendra le 7 novembre 2019 à Dakar, au Sénégal. Les activités ci-après sont prévues en marge de cette importante réunion, du 6 au 8 novembre 2019 :

- Lancement du projet pilote, pour le Sénégal, du Programme des PME de l'Afrique de l'Ouest ;
- Réunions B2B pour le secteur pharmaceutique, sous l'égide de l'AATB ;
- Lancement du programme relatif au 'programme d'aide aux agriculteurs' (OCP School Lab), sous l'égide de l'AATB.

Programme relatif à l'Initiative de l'Aide pour le Commerce des états arabes (AfTIAS)

Dans l'objectif d'un renforcement de la coopération et de l'intégration commerciale des états arabes entre eux et avec le reste du monde, la Société Internationale Islamique de Financement du Commerce a pris l'initiative d'élaborer et de mettre en oeuvre un programme de développement du commerce régional axé spécifiquement sur le "renforcement de l'intégration régionale" afin de stimuler la croissance économique et le développement. Le Programme relatif à l'Initiative de l'Aide pour le Commerce (AfTIAS) a ainsi été élaboré et lancé en décembre 2013. Il vise spécifiquement les objectifs suivants :

- Améliorer la compétitivité régionale, à travers la réforme des politiques commerciales et le renforcement des capacités des institutions d'appui au commerce ;
- Renforcer le volet offre du commerce et assurer l'intégration dans les chaines de valeur ;
- Renforcer les capacités des organisations régionales et sous-régionales de coopération commerciale, pour favoriser une meilleure gestion des politiques et des programmes d'intégration régionale.

En ce qui concerne les projets approuvés au titre du Programme AfTIAS, l'on compte parmi les agences d'exécution sélectionnées cinq agences des Nations Unies (OIT, CCI, CNUCED, PNUD et ONUDI), les états de la Ligue Arabe, les Missions permanentes des pays arabes à Genève, la Société Islamique pour le Développement du Secteur Privé (ICD), le Centre de formation au commerce extérieur de l'Egypte (FTTC), la "Société Nationale de Transports et de Logistique" (SNTL) du Maroc, ainsi que l'Académie arabe pour les Sciences, la Technologie et le Transport maritime (ASTMT).

Les projets indiqués, approuvés et exécutés au titre du Programme AfTIAS, visaient essentiellement à aider les pays membres arabes à développer leurs stratégies nationales d'exportation et renforcer leurs capacités institutionnelles et humaines dans le domaine du développement et de la facilitation du commerce. Dans cette perspective, 28 projets ont été adoptés en faveur de 19 pays arabes (4 appartenant au groupe des pays les moins avancés, 9 figurant parmi ceux à revenu intermédiaire et 6 faisant partie des pays à revenu élevé).

Lors de sa réunion tenue en janvier 2019, le Conseil d'administration de l'AfTIAS a exprimé sa satisfaction quant aux résultats de l'évaluation du programme réalisé en 2018, à l'issue de laquelle l'accent a été mis sur les leçons apprises ainsi que les recommandations à appliquer durant la 2nde phase. Il a également ratifié la décision du Sommet Arabe de Beyrouth (20 janvier 2019), appelant l'ITFC à engager les préparatifs de la 2nde phase de l'AfTIAS, en collaboration avec la Ligue des états arabes et les pays arabes.

Il convient de rappeler que l'évaluation du Programme AfTIAS avait été entreprise en 2018 par un cabinet indépendant (Ghubril Ltd) et par le bureau canadien de facilitation du commerce (TFO). Les évaluateurs ont souligné que, si des améliorations pouvaient être apportées à la conception, le programme AfTIAS est, quant à lui, perçu par la plupart des personnes interrogées comme étant tout à fait pertinent et nécessaire à la région. En dépit de leurs disparités, les 22 membres de la Ligue des états arabes (LAS) ont la même volonté de stimuler leurs échanges commerciaux, de mettre à niveau leurs installations commerciales, de réduire les barrières commerciales et de faciliter la circulation des marchandises à travers les frontières. Les principaux enseignements à tirer de l'évaluation sont les suivants :

- le recensement des parties prenantes et le recours à un processus consultatif sont des aspects d'importance cruciale ;
- l'engagement soutenu des états Membres, leur appropriation du programme et leur partage des responsabilités sont des éléments d'importance cruciale pour la réussite de l'entreprise ;
- la disponibilité de ressources financières et humaines adéquates est essentielle pour la gestion efficace et efficiente du programme ;
- l'institutionnalisation du système des points focaux est de nature à favoriser l'engagement soutenu des états arabes en faveur du programme ;
- La mise en place d'un nombre élevé de projets ou l'exécution de projets de grande envergure, en nombre limité, ne suffisent pas à assurer un niveau élevé d'efficacité. Chaque projet à financer sera sélectionné selon ses mérites propres.

Sur la base des résultats de l'évaluation indépendante indiquée, ainsi que des décisions issues du 4ème sommet économique arabe, concernant l'élaboration et le lancement de la seconde phase du programme (AfTIAS 2), un cabinet allemand (BKP Economic Advisors GmbH) a été engagé par l'ITFC en juillet 2019 pour la mise en œuvre du programme AfTIAS 2. De ce fait, il est prévu l'approbation du document relatif audit programme durant le 1er trimestre 2020.

Projet de collaboration entre la Guinée et la Tunisie pour le renforcement de la chaine de valeur des produits agricoles d'exportation, au titre de l'Initiative des liaisons à flux inversés

Contexte :

- Lors de la visite qu'il a effectuée au siège de la BID en août 2017, S.E. le Professeur Alpha Condé, Président de la République de Guinée, avait sollicité un soutien de l'ITFC pour le développement du secteur des exportations de son pays, notamment des produits agricoles.
- Suite à cette demande, la BID et l'ITFC ont collaboré ensemble pour fournir un soutien à la Guinée en matière de renforcement de la chaine de valeur de l'exportation des produits agricoles, par un recours au mécanisme des liaisons à flux inversés. La Tunisie a été choisie pour fournir les connaissances et l'expertise requises, compte tenu de la grande expérience des institutions tunisiennes en matière d'exportation de produits agricoles.

But et Objectifs du Projet :

- **Le principal objectif visé à travers ce projet** est d'appuyer les efforts déployés par les autorités guinéennes afin de développer et d'améliorer l'ensemble de la chaine de valeur concernant l'exportation de la mangue et de la noix de cajou.

- **Les objectifs spécifiques sont les suivants:** (i) Renforcer les capacités techniques et organisationnelles des institutions chargées de la promotion des exportations de mangues et de noix de cajou; (ii) Mettre en place l'interprofession des filières de la mangue et de la noix de cajou et en assurer le renforcement des capacités pour l'élaboration de stratégies et de plans de développement de la chaine de valeur orientée sur le marché; (iii) Diversifier l'offre exportable du secteur de la mangue, grâce au développement des activités de séchage de mangues ; (iv) Moderniser les installations de la société guinéenne des emballages du papier et du carton et celles de la station d'emballage de la ville de Kankan; (v) Soutenir les institutions et les opérateurs économiques des deux chaines de valeur dans le cadre du processus d'accès au marché, ainsi que la formation de conseillers en exportations.

Le projet comporte les volets suivants: (i) Amélioration de l'écosystème de la chaine de valeur des exportations par le renforcement des capacités des institutions d'appui à l'exportation et la mise en liaison des étapes/volets de la chaine de valeur grâce à la création de deux organisations interprofessionnelles; (II) Renforcement des activités de la chaine de valeur pour la préservation et la transformation de la mangue ; (iii) Fourniture des outils et instruments destinés à faciliter l'accès au marché ; (iv) Coordination, communication et suivi de la mise en oeuvre du projet.

Le lancement des activités liées au projet est prévu durant la première semaine de novembre 2019

Programme relatif à une Plateforme de lancement des exportations

En tant que branche du Groupe de la BID chargée du développement du commerce, l'ITFC attache une grande importance au renforcement des capacités humaines et institutionnelles de ses pays membres dans le domaine du commerce. Pour cette raison, elle collabore avec les partenaires au développement concernés pour l'organisation de programmes de renforcement des capacités dans ce domaine.

Sous cet angle, le programme relatif à la plateforme de lancement des exportations, conçu par l'ITFC avec la collaboration du bureau de facilitation du commerce du Canada (TFO Canada), a pour objectif de trouver des solutions aux problèmes rencontrés par les PME, notamment celles dirigées par des femmes. L'objectif de ce projet d'"aide pour le commerce inclusif" est de contribuer à l'amélioration de l'environnement commercial et l'exploitation optimale des exportations en provenance de pays en développement, en veillant à éliminer les principaux obstacles afin d'apporter un maximum d'avantages aux petites et moyennes entreprises (PME) exportatrices des pays en développement.

Dans ce cadre, en 2017, la première phase du programme pilote lancé au Sénégal, a été réalisée avec succès. Pour la seconde, destinée au Bangladesh, il est prévu d'entamer la mise en oeuvre durant le dernier trimestre de 2019.

Export launchpad
SENEGAL
DEVELOPING TRADE OPPORTUNITIES

Programme d'appui au renforcement des capacités pour le commerce international et l'accès au marché, organisé au Sénégal

Le programme Export Launchpad Senegal (plateforme de lancement des exportations) est une initiative conjointe du bureau de facilitation du commerce du Canada (TFO Canada), de l'ITFC et du gouvernement du Canada, représenté par Global Affairs Canada (GAC), avec la collaboration de l'Agence Sénégalaise de Promotion des Exportations (ASEPEX). Il comporte 2 volets – formation des formateurs et accès au marché canadien – visant à consolider et élargir les services d'assistance technique offerts par les institutions d'appui au commerce aux PME exportatrices du Sénégal, ainsi qu'à ouvrir l'accès au marché canadien aux PME sénégalaises.

L'objectif global du programme de la plateforme de lancement des exportations pour le Sénégal était le suivant: former les ressources humaines dans le domaine du commerce international et doter l'ASEPEX (Agence Sénégalaise de Promotion des Exportations) des moyens de former dans le domaine du commerce et de fournir des services d'appui aux exportateurs sénégalais et exportateurs potentiels. Le but visé est d'apporter un soutien à ces entreprises pour leur permettre d'accroitre leurs activités d'exportation et de contribuer au développement économique durable et à la réduction de la pauvreté au Sénégal.

Deux sessions de formation, organisées en 2017 et 2018, sous la conduite de 12 formateurs certifiés au nombre desquels figuraient 5 femmes, se sont avérés très utiles, à la fois pour les entreprises concernées et pour les formateurs, ces derniers ayant eu une occasion de mettre en pratique leurs connaissances nouvellement acquises. Ces sessions de formation ont été organisées à l'intention de 17 PME exportatrices, dont 12 dirigées par des femmes, dans le secteur de l'agrobusiness et de 13 autres PME exportatrices dont 10 dirigées par des femmes, dans le secteur des cosmétiques.

Pour ce qui concerne le volet accès au marché, et suite au programme de formation organisé en faveur de PME sénégalaises, 20 représentants de PME (secteurs de l'Agrobusiness et des Cosmétiques) ont été sélectionnés pour effectuer une visite de terrain au Canada pour leur permettre de :

- comprendre la structure et la dynamique du marché canadien ;
- étudier les besoins des consommateurs ;
- évaluer la gamme de produits concurrents, les prix, les méthodes de promotion ;
- rencontrer directement les distributeurs dans l'objectif de négocier des contrats d'exportation.

Plateforme de lancement des exportations – Bangladesh

A l'occasion de la visite effectuée le 9 septembre 2018 par le Président de la BID au Bangladesh, le Premier Ministre de ce pays avait souligné l'importance du soutien devant être apporté par le Groupe de la BID dans différents domaines, notamment pour le développement du secteur des exportations, qui est un élément clé du développement économique et de la création d'emplois au Bangladesh.

Dans ce cadre, l'ITFC a collaboré avec TFO Canada, pour la mise en oeuvre de son programme de renforcement des capacités à Dhaka, avec le démarrage d'un projet intitulé "Export Launchpad Bangladesh".

Ledit projet est conçu à l'effet de répondre aux problèmes rencontrés par les PME. L'objectif de ce projet d'"aide pour le commerce inclusif" est de contribuer à l'amélioration de l'environnement commercial et l'exploitation optimale des exportations en provenance de pays en développement, en veillant à éliminer les principaux obstacles afin d'apporter un maximum d'avantages aux petites et moyennes entreprises (PME) exportatrices des pays en développement.

Il est prévu de procéder au lancement des activités de ce projet durant le 4ème trimestre 2019.

Programme de développement des exportations du café indonésien (ICEDP)

Dans le cadre de la nouvelle stratégie visant à offrir des solutions commerciales intégrées aux pays membres, le programme de développement des exportations du café indonésien (ICEDP) permet de répondre au double défi rencontré par l'industrie du café en Indonésie. Au titre de ce programme, l'ITFC accordera une enveloppe de 100 millions de dollars des états Unis à des PME exportatrices sur une période de 3 ans, dans l'objectif de renforcer leur compétitivité sur le marché mondial et d'assurer la disponibilité de liquidités pour les petits exploitants agricoles, en échange de leurs produits.

En 2017, l'ITFC a commencé à travailler en étroite collaboration avec ses partenaires locaux dans le cadre de l'élaboration du "plan d'activité quinquennal pour la formation des producteurs de café", suite à une consultation des parties prenantes menée par une ONG locale engagée à cet effet. Dans ce cadre, l'ITFC a entamé la mise en oeuvre d'un ambitieux programme de formation à l'intention des producteurs de café, à partir de septembre 2018.

Cette formation, organisée par étape, a permis aux producteurs de se familiariser avec les meilleures pratiques en matière de culture du café, le but visé étant à terme d'accroitre la production. A cette fin, l'ITFC collabore avec SCOPI, une plateforme indonésienne de production de café durable, en vue de l'élaboration d'un programme national triennal ayant recours aux dernières technologies, pour la formation et la mise à niveau de formateurs qui seront ensuite appelés à transmettre leurs compétences et leurs connaissances aux 2 millions de producteurs de café du pays.

Des formations dans le domaine de l'agriculture biologique et des bonnes pratiques agricoles ont été dispensées en faveur de 349 producteurs de café à Dairi et Karo, au nord de Sumatra. Elles avaient pour but de les doter des compétences requises pour faire face aux défis posés par le changement climatique et parvenir à accroitre la qualité et la quantité de la production. Cette formation devrait, selon les attentes, contribuer à l'amélioration des moyens de subsistance des producteurs et leur permettre, à terme, d'accroitre le volume de leurs exportations de café. Cela devrait faire de ce programme un excellent exemple du renforcement de l'intégration des pays membres dans les chaines de valeur mondiales.

En reconnaissance des efforts fournis par les producteurs pour mettre à niveau leurs compétences, une cérémonie de remise de diplômes a été organisée le 16 juillet 2019 à Karo Nord de Sumatra, à laquelle ont assisté les producteurs, l'ONG partenaire et les autorités locales.

WEST AFRICA SMEs PROGRAM

Programme des petites et moyennes entreprises (PME) de l'Afrique de l'Ouest

Il s'agit d'un programme intégré, alliant le développement du commerce et des affaires au financement du commerce et destiné à combler le déficit de financement du commerce des PME et faciliter l'accès au financement. L'ITFC a effectué une visite exploratoire en Afrique de l'Ouest en août 2017 pour mieux cerner les raisons pour lesquelles les PME ne bénéficient pas autant que prévu des lignes de crédit accordées aux banques. Au cours de cette mission, la délégation de l'ITFC a rencontré plus de vingt (20) acteurs du secteur au Togo, au Bénin, au Burkina Faso, au Sénégal et en Côte d'Ivoire pour mieux comprendre les besoins des PME de la région et réfléchir au moyen de faire en sorte que les interventions de l'ITFC soient plus adaptées et apporte une réelle valeur ajoutée. Selon les conclusions de la mission, il s'avère nécessaire (autant du point de vue des affaires que du développement) d'élaborer un programme de l'ITFC destiné aux PME de l'Afrique de l'Ouest et de procéder à son lancement.

Ce programme aura un impact positif sur les résultats des banques et des PME tout à la fois. Dans le cas des banques, il contribuera à accroître, entre autres, l'offre de produits de financement du commerce, leur permettra de disposer d'une formation, ainsi que d'outils d'évaluation des PME pour être en mesure d'entamer ou de renforcer leurs activités d'octroi de prêts aux PME. En ce qui concerne les PME, le programme permettra d'augmenter de manière significative le nombre d'entreprises solvables ayant accès aux financements, ainsi que de renforcer leurs capacités et de réduire le taux de défaut de remboursement des prêts bancaires.

Le programme pilote est organisé autour de deux phases : une phase concernant les banques et une autre axée sur les PME et sa mise en oeuvre devrait conduire à une augmentation des approbations de financement et des décaissements en faveur des PME, ainsi qu'à la réduction des cas de rejet de propositions de prêts des PME. Le programme a été lancé le 5 septembre 2018 au Burkina Faso en collaboration avec Coris Bank. Dans le cadre du volet PME, 26 diagnostics rapides ont été réalisés sur un total de 50 et 9 PME, pour un objectif de 20, ont été sélectionnées pour bénéficier d'une formation technique et d'une mise à niveau de leur business. Les efforts se poursuivent en ce qui concerne la réalisation des 24 diagnostics restants et la sélection de 11 autres entreprises.

A la fin septembre 2019, sur un total de 20 dossiers de financement soumis pour étude à Coris Bank International, cinq demandes de financement avaient été approuvées.

En ce qui concerne le programme pilote des PME du Sénégal, CORIS, la Délégation Générale à l'Entreprenariat Rapide des Femmes et des Jeunes (DER) et l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) fourniront une liste de 500 PME devant faire l'objet de classement. Au bout du compte, 200 PME seulement seront sélectionnées au titre du programme pilote des PME concernant le Sénégal.

S'agissant des 200 entreprises sélectionnées, il est attendu 100 opérant dans tous les secteurs, 50 spécialisées dans le numérique et 50 entreprises naissantes.

Afin de veiller à la prise en compte des intérêts des parties, un accord sera signé par tous les participants financiers : ITFC, OIF, DER et CORIS. Cette convention (accord de projet) permettra de définir les rôles, les responsabilités et les engagements de chaque partie. Elle sera signée en novembre 2019.

Pour le volet 'Banque', les activités devraient démarrer à la fin du 4ème trimestre 2019.

Programme de réduction à l'exposition aux aflatoxines en Gambie

Contexte :
L'arachide revêt une grande importance pour la Gambie et 45% des terres agricoles sont consacrées à sa production. Le secteur emploie près de 70% de la main-d'œuvre et représente 66% des exportations totales de produits agricoles.

- L'Aflatoxine constitue le principal risque commercial. Elle empêche l'arachide en provenance de Gambie d'accéder aux marchés de premier ordre de l'Union Européenne (UE) où la teneur en aflatoxine est limitée à un niveau compris entre 4 parties par milliard (ppb) et 10 ppb, alors que pour l'arachide de Gambie, cette teneur est au minimum de 20 ppb.
- De ce fait, la production a été réduite, avec pour conséquence la réduction des recettes à l'exportation, des prix peu intéressants versés aux producteurs et une baisse de la participation aux activités agricoles.
- Les pertes économiques annuelles ont été estimées à 20 millions de dollars pour la période 2000 - 2015.
- C'est pour répondre à cette problématique que le Programme de réduction des aflatoxines (AMP) a été mis au point. Il concerne l'achat d'Aflasafe, un produit utilisé aux fins de lutte biologique qui a prouvé son efficacité en matière de réduction des aflatoxines dans les arachides.
- A la suite de vérifications destinées à s'assurer qu'elle ne contient pas d'aflatoxine, l'arachide est achetée aux producteurs à un prix supérieur de 10% au prix déclaré au producteur, puis elle est transformée et exportée vers l'UE à un prix au minimum de 35% plus élevé.
- Au regard de ce qui précède, le ministère des finances et des affaires économiques de Gambie a sollicité un soutien de l'ITFC pour la mise en oeuvre du programme AMP, avec la collaboration avec la Société Nationale de Transformation et de Commercialisation des Produits Alimentaires (NFSPMC). Il apparait donc que le programme de réduction des aflatoxines (AMP) a été conçu dans l'objectif d'améliorer la qualité des arachides destinées à l'exportation sur les marchés européens et internationaux.

Résultats attendus du programme AMP :
- Réduction à zéro des niveaux de contamination des arachides par les aflatoxines et à moins de 10 ppb afin de permettre l'exportation de volumes plus importants, de générer des recettes plus importantes et d'assurer un revenu plus élevé aux producteurs.

Réalisations concrètes attendues :
- Réduction à zéro des niveaux de contamination des arachides par les aflatoxines et à moins de 10 ppb dans les zones ciblées ;
- Augmentation de la valeur d'exportation des arachides ;
- Renforcement des capacités des agriculteurs et des PME pour l'obtention de produits de qualité, conformes aux normes internationales et aux exigences de la clientèle ;
- Réduction de la contamination par les aflatoxines sur toute la chaine de valeur de l'arachide.

Principaux acquis 2018

Le Programme AMP est divisé en deux phases identiques. La première avait démarré le 28 juin 2018 et a été achevée le 31 mars 2019. La seconde est en cours de réalisation.

Pour la saison 2019, sur les 5.300 hectares initialement identifiés, le programme portera seulement sur 2.300 hectares, en raison du retard des pluies et du fait que lorsqu'elles ont commencé, le pays a connu de longues périodes sèches. C'est la raison pour laquelle le programme utilisera l'équivalent de 23 tonnes d'Aflasafe SN01 en 2019, au lieu de 50 tonnes.

Il est proposé de modifier l'accord d'assistance technique avec la NFSC et le gouvernement de la Gambie, afin d'y inclure une disposition prévoyant d'accorder la priorité aux agriculteurs enregistrés et aux exploitations bénéficiant d'un traitement à l'Aflasafe, dans le séquençage des achats d'arachides de la campagne 2019/2020.

Par ailleurs, il est possible de recourir à d'autres moyens pour réduire la contamination par les aflatoxines, notamment l'usage de bonnes pratiques agricoles, la méthodologie des écoles pratiques d'agriculture, l'application d'engrais, l'irrigation, l'introduction de variétés d'arachides à maturation courte. Par conséquent, au-delà de l'utilisation de l'Aflasafe, le Programme de réduction des aflatoxines est un programme de développement agricole nécessitant des interventions combinées ou devant faire appel à différents acteurs, y compris les secteurs public et privé.

Plan directeur de l'ITFC pour l'Innovation

Dans un contexte marqué par un perpétuel changement dans les produits technologiques, les modèles d'affaires et les chaines de valeur, l'innovation est un élément essentiel pour le positionnement, la viabilité et la croissance économique de toute entreprise. C'est en 2018 qu'il a été procédé à la mise en place du mécanisme et à son essai, avant le lancement à la fin du 3ème trimestre 2018. Le thème pilote retenu était le suivant : "Comment faire des bureaux de l'ITFC des espaces plus respectueux de l'environnement ?". La phase pilote a été menée à bien et les idées gagnantes ont été mises en oeuvre durant le premier semestre 2019.

En 2019, l'équipe d'innovation s'est attachée à mettre en oeuvre une campagne intensive axée sur la culture de l'innovation à l'ITFC, la culture étant fondamentale pour l'innovation. En outre, cette équipe a travaillé à la mise en place d'un processus amélioré sur la base du cas pilote, ainsi qu'à l'élaboration et l'organisation de la première saison officielle de l'innovation, outre le développement de nouveaux produits de financement du commerce islamique.

L'innovation, dans les services financiers, est devenue une tendance de l'industrie mondiale et un nouvel espace de compétition pour les banques. C'est pourquoi l'ITFC entend tout mettre en oeuvre durant les 3 prochaines années pour adopter les solutions de la FinTech et en proposer de nouvelles, pour asseoir sa réputation d'innovateur leader en matière de solutions de financement du commerce islamique.